

Les dépenses financières arabes et la justice sociale; constat et analyse

الإنفاق المالي العربي والعدالة المجتمعية ، تشخيص وتحليل

تاريخ قبول المقال للنشر: 2019/01/06

تاريخ إرسال المقال : 2018/12/26

أ.د. ملوكي سليمان / جامعة محمد بوضياف - المسيلة

Résumé :

les sociétés arabes souffrent de l'incapacité à parvenir à un développement fondé sur la justice sociale, en raison de la participation de nombreux pays dans l'application des politiques consacrées en principe au développement et la modernisation de la société . la discrimination, les images d'exclusion et de marginalisation sans de nombreux défis, certains d'entre eux liés à la dimension internationale et à d'autres complications politiques, géographiques et économiques .Cela ne dispense pas les états et les gouvernements arabes de leurs devoirs des obligations politiques, sociales, juridiques et morales.

Ce qui met en évidence la nécessité de poursuivre des approches de développement fondé sur la justice sociale (l'égalité) d'une manière qui répond à la jouissance effective des différents groupes de droits de l'homme, et en tenant compte des capacités des états et la nécessité de cumul inclus dans la satisfaction des droits économiques et sociaux (vie décent - nourriture - logement - Santé - Éducation - Travail).

Cet article vise à analyser et démontre la relation entre les dépenses arabes et les politiques de la justice sociétales. Mais comment explique - on l'absence de la justice dans les sociétés arabes malgré les dépenses financières énormes?

les mots clés : la justice sociétale ,dépenses arabes , les politiques de développement, la bonne gouvernance .

ملخص :

تعاني المجتمعات العربية من عدم القدرة على تحقيق التنمية على أساس العدالة الاجتماعية ، وذلك بسبب مشاركة العديد من الدول في تنفيذ السياسات من حيث المبدأ من أجل تطوير وتحديث المجتمع وتنميته.

هذا المقال يسلط الضوء على توضيح النهج الإنمائي الذي تستند عليه العدالة المجتمعية (المساواة) بطريقة تستجيب للتمتع الفعال لمصالح المواطن العربي ، مع مراعاة قدرات الدول المادية وترشيدها.

يهدف هذا المقال إلى تحليل وإثبات العلاقة بين النفقات العربية وسياسات العدالة المجتمعية. لكن كيف نفسر غياب العدالة في المجتمعات العربية على الرغم من النفقات المالية الهائلة؟

الكلمات المفتاحية : الإنفاق المالي العربي، العدالة المجتمعية، سياسات التنمية، ترشيد النفقات.

1/ Définition de la justice sociale:

La justice sociale est l'un des systèmes sociaux par lesquels tous les membres de la société sont égaux dans les chances en matière d'emploi, de répartition des richesses, de privilèges, de droits politiques, d'éducation, de santé, etc. Sexe, race, religion ou niveau économique enmenant une vie digne loin des préjugés¹.

La justice sociale est une construction morale et politique qui vise à l'égalité des droits et conçoit la nécessité d'une solidarité collective entre les personnes d'une société donnée.

Théoriquement la justice sociale repose sur deux principes : Soit, un premier principe d'équité, avec lequel il ne faut pas confondre celui de justice, et qui s'entend plutôt comme le principe du « à chacun son dû ». Dans ce cas, la part individuelle revenant à celui qui bénéficie du traitement équitable doit être conforme aux attentes les plus généralement exprimées dans une société à l'égard des autres parts individuelles. Soit, un second principe, dit moral, d'une prémisse d'égalité entre tous les membres composants la société. Dans ce cas, la notion de justice sociale est essentiellement une projection vers une société plus juste, en admettant qu'il y ait toujours des injustices. On peut le voir soit comme une utopie, soit comme une démarche allant vers plus de progressisme.

Ce premier partage définitoire permet de tracer plusieurs règles générales d'application de la justice sociale. La justice sociale est dite *commutative*² quand elle est fondée sur l'idée que la pure réciprocité doit exister entre les membres et la société (chacun reçoit en contrepartie mesurée d'un effort fourni). Elle sera, en revanche, qualifiée de *distributive*, si elle vise à donner à chacun la part qui lui

revient pour vivre décemment, en se réservant de préciser quels critères ou catégories seront utilisés pour élaborer cette distribution (économique, sociale, culturelle).

Les actions ayant pour objectif de rétablir une justice sociale visent à élaborer un meilleur système de répartitions, où chaque individu a et conserve les mêmes chances de réussite tout au long des situations de sa vie d'individu. Ainsi, on parle parfois d'égalité des chances comme correction nécessaire qui peuvent être sociale, financière et culturelle.

La justice sociale peut aussi se définir de manière négative ce qui est injuste est ce qui n'est pas acceptable socialement. Par exemple, les inégalités de salaires entre métiers de qualifications différentes sont le plus souvent considérées comme justes, parce qu'elles sont socialement acceptées par la majorité. Il existe une distinction entre justice sociale (ou équité) et égalité. La justice sociale est aussi une notion qui évolue dans le temps, ce qui est juste socialement peut devenir injuste si le contexte change, et c'est pour cette raison que l'écrivain français Joseph Joubert avait dit: "la justice est le droit du plus faible".³

2/ Importance de la justice sociale dans le développement.

La justice sociale tel est un sujet central, que l'on se situe dans les pays développés, les pays émergents ou les pays en voie de développement. Cette question pose le problème d'un développement viable et partagé, possible à l'échelle d'un pays, devant combiner l'essor économique et répartition sociale des richesses, régulée par l'action politique. Ainsi, la justice judiciaire, la justice administrative et plus largement la justice juridictionnelle diffèrent de la justice

sociale : en ce que cette dernière est éminemment politique et morale, d'une part, et matérielle et quotidienne, de l'autre.⁴

La justice sociale a, en effet pour objectif l'égalité des droits, la solidarité collective, la juste et équitable distribution des richesses, de toutes les richesses d'un pays : richesses matérielles, certes, mais également, richesses symboliques ; et une distribution impliquant et bénéficiant à l'ensemble des membres de la société. Par conséquent, la justice sociale est une composante essentielle du développement économique et social.⁵

La Justice sociale ne signifie pas l'égalitarisme mais la correction des injustices et des situations sociales injustes non acceptables : celles-ci reposent sur des inégalités injustifiées. Telles que les inégalités de salaire pour des métiers et des qualifications équivalents. Par conséquent, les corrections peuvent consister en des systèmes de redistribution, par, notamment, deux biais : l'application du principe d'égalité de droits et de traitement que réalisent, par exemple, les remboursements de sécurité sociale ; et la mise en œuvre du principe d'équité des situations prenant en compte les particularités involontaires des individus, concept que réalisent les dispositifs d'allocations de moyens sous conditions de ressources initiales.

Il ne peut exister de justice sociale sans un Etat viable et fort et sans Etat de droit .Les pouvoirs publics soucieux de l'égalité des chances en matière de développement économique mais également social, culturel, politique et donc intégral de toutes les composantes humaines du pays. La justice sociale peut permettre aux individus de réussir leur vie alors que les facteurs de départ de

celle-ci n'étaient pas favorables à une telle réussite. La justice sociale crée les opportunités nécessaires. Elle protège les initiatives méritantes. La justice sociale, par le biais des pouvoirs publics et de la fiscalité, tempère les profits démesurés. Elle rime donc, de façon générale, avec égalité de chances, justice, redistribution et solidarité⁶.

3/ Les dépenses publiques.

Les dépenses publiques ou les dépenses gouvernementales sont les dépenses du gouvernement en subventions, plus la valeur des dépenses d'infrastructure, et les décaissements pour soutenir le climat d'investissement global. Tout ce que le gouvernement paie pour faire du travail gratuit pour le peuple, c'est les dépenses du gouvernement. Les dépenses publiques peuvent être financées par des devises, des taxes ou des emprunts publics⁷.

En fait, la charge d'un tel multiplicateur et donc l'impact des dépenses publiques sur l'économie est soumise à de nombreuses mises en garde, par exemple, que les dépenses s'il est allé aux riches plutôt que les pauvres ont moins d'impact sur l'économie nationale parce que les pauvres dépensent tout leur revenu, alors que les riches la plupart du temps dans les magasins banques et peut-être en dehors du pays, l'impact des dépenses est généralement plus grande dans un état avancé d'un pays pauvre, car en cas de mauvais état conduit à augmenter le rythme des emprunts publics et donc évincer le secteur privé et le vol de l'investissement.⁸

L'effet des dépenses est plus important si elles sont réalisées dans une économie fermée plutôt que dans une économie ouverte et que ces dépenses ne

sortent pas de l'économie sous la forme d'importations. Les dépenses consacrées aux ponts, aux barrages, aux universités et aux hôpitaux ont un impact plus important sur l'économie et sur les dépenses à long terme des salaires et traitements des employés du secteur public. Si l'intervention du gouvernement sous forme d'incitations fiscales, il est généralement inférieur à l'impact de l'impact des dépenses privées directes du gouvernement, compte tenu de la situation actuelle et l'impact de la crise économique sur le consommateur, qui est déjà confronté à une baisse du revenu et de l'impôt par conséquent, les incitations ne lui profite pas à faible revenu⁹

Les obstacles ou entraves de la justice sociale.

1/Régime de justice ou de développement mal conçu.

La question régionale est à la fois complexe et délicat. Elle est complexe dans la mesure où elle touche tous les aspects et toutes les sphères de la vie régionale (démographique, sociale, économique, politique...) ce qui pose un problème de mesure, d'analyse, de diagnostic et d'action. Elle est délicate, parce qu'elle est d'ordre politique¹⁰

Le système actuel a trop souvent pour effet de ruiner injustement les familles, et je ne parle pas ici que de leurs finances. De plus, le système actuel invite à des mises en accusation non fondées, soit pour des motifs politiques, des motifs de revanche et autres, poussant ainsi les adversaires à la faillite ou à la pauvreté¹¹

2/ conflits arabes:

Réduire la pression politique provoquée par les contraintes économiques rencontrées par l'État de trouver un avis d'armes d'asile pour y répondre aussi longtemps utilise comme moyen d'aide militaire dans certains cas, un outil de pression politique ainsi que des prêts accordés, en particulier aux pays en développement pour les faire dans le cercle de la dépendance économique et politique.¹²

Si un pays est mesuré par l'évolution dans la mesure réalisée par le développement de ses ressources, le développement le plus important l'Etat est le développement des ressources constituant de base de l'Etat. Les pays impliqués dans les cercles des conflits et la course aux armements et les crises internes sont souvent victimes de la baisse de la capacité à réaliser le développement de bonnes ressources, en particulier l'homme, où la baisse de la proportion de l'éducation et le niveau de la santé.

Étant donné que la plupart des pays en développement souffrent de la crise avec les pays voisins poussés à augmenter ses dépenses militaires, ce qui conduit à la formation d'un fardeau économique sur les pays et à la lumière des ressources limitées, nous constatons que les dépenses militaires au détriment d'autres secteurs tels que l'éducation, la santé, et à son tour, avec le passage du temps de travail sur le bloc Le développement dans ces pays, comme l'Etat s'il veut augmenter ses dépenses militaires en face d'eux plusieurs options sont:

a/ Réduire les dépenses sociales publiques, ce qui entraîne pour les pauvres un fardeau militaire plus important que les autres classes sociales.

b. Réduction des dépenses en capital, entraînant une baisse du taux de croissance économique et de ses multiples effets négatifs.

b - Augmenter la taille du budget et travaille à réduire le volume de la consommation privéesi le financement en augmentant le niveau des impôts, et conduire à augmenter le niveau de l'inflation lorsque le financement par l'augmentation du deficit¹³

3/ Course à l'armement.

Plusieurs études ont montré que le niveau des menaces et la perte de la sécurité d'une part et la possibilité de développement d'autre part, sont étroitement liés par le taux de croissance économique, l'état qui permettent d'atteindre des taux de croissance élevés sont pour la plupart bénéficient d'un état de stabilité et de sécurité, ainsi qu'ils sont plus en mesure d'atteindre Développement, et les pays qui souffrent du déséquilibre de la sécurité et de l'instabilité, les taux de croissancesont en dessous du niveau requis après que leur capacité à mettre en œuvre les plans et programmes de développement a diminué.

En ce qui concerne les pays arabes sont des rapports identiques émis par un certain nombre de centres internationaux de recherche et d'études specials d'études stratégiques et des affaires d'armes et de la Ligue arabe ont confirmé que le total dépensé par les pays dans le monde arabesur les armes au cours des six dernières années du deuxième millénaire a dépassé 254milliards \$, poussé plus que pays arabes du Golfe 66% De ces années.¹⁴

Il a été rapporté que les pays de la région ont fortement doublé ces dernières années, après avoir atteint un niveau record révisé en atteignant 35 milliards \$, a augmenté de 3 milliards \$ par an et demi qui ont suivi.

Il a noté les rapports que les États arabes du Golfe ont dépassé leur part de ces transactions de plus de 66% de ces transactions est entrée dans les pays voisins d'Israël combiné 15% a fait à cet égard au-delà de la contribution des pays du Maghreb arabe plus de 12% et est resté 4% de ces pourcentages pour le reste des pays arabes Y compris le Yémen, le Soudan, la Corne de l'Afrique et d'autres pays. Ce qui soulève de nombreuses questions sur les besoins de cet accord et ses repercussions sur les conditions économiques et de développement de ces pays, ainsi que la possibilité de mesurer la possibilité pour les pays de la région si ces milliards ont été dirigés vers les domaines de l'éducation, la santé, les infrastructures et la protection sociale.

L'augmentation des dépenses militaires peuvent avoir un impact négatif sur les divers domaines du développement de la santé l'éducation et des services dans la mesure où les pays arabes dépensent combinés moins de 4% par rapport à l'éducation des taux de revenu national arabe alors que les pays comme la Corée du Sud Singapour dépassent les dépenses d'éducation en pourcentage du revenu national 22% et assez ce chiffre pour connaître la différence b Ces pays ont réalisé d'énormes pics de développement en raison de leurs importants investissements dans l'éducation et la recherche scientifique, tandis que le pourcentage des dépenses consacrées à la recherche scientifique dans les pays de la région dépasse 0,02%. Données sur les dépenses arabes indiquent

l'éducation que la Tunisie est à l'avant-garde où passer %6,4 du revenu national sur l'éducation, ainsi que la Jordanie, qui dépense environ %3, suivi par les Emirats Arabes Unis %2,7 Maroc %2,3.¹⁵

Les dépenses arabes sur l'éducation au revenu national ne dépasse pas %3 pour la plupart Et la plupart des pays arabes dépensent environ %3,1 de leur revenu national pour l'investissement dans la santé, où le Maroc occupe la queue de l'arrangement arabe dans les dépenses de santé comme ses chiffres official sont dépensé %1 du budget général du Royaume Sur le secteur de la santé, la Jordanie consacre plus de %4 au Liban N %3,5 et l'Egypte %2, ce qui indique une baisse du ratio des dépenses de santé arabes par rapport à la plupart des autres régions à l'avant-garde des armes, a conduit à des taux de pauvreté généralisée dans le monde arabe dans la mesure où il atteint dans certains pays à plus de %70, ce qui est vrai de l'analphabétisme ce qui est très proche de ce ratio ainsi que le taux de chômage, qui se situe en moyenne dans la plupart des pays arabes, selon le rapport du Conseil arabe d'unité économique de la Ligue arabe à %20.

Les contrats d'armement avec de graves crises financières des pays arabes ont créé et dévoré l'excédent économique des revenus du pétrole, don't il pourrait facilement amener une percée majeure dans tous les domaines du développement ont été transférés dans le monde arabe Un grand bond en qualité, sans aucun doute que ce boom a aura un impact positif sur l'éducation, les institutions de santé et de l'environnement. La plupart des institutions L'éducation dans le monde arabe, à l'exception des pays du Golfe et de certains pays du Levant, n'a pas les standards technologiques les plus simples^{.16}

Conditions et garanties d'une justice sociale juste et saine.

1/ Protection sociale minimale.

Les gouvernements arabes ont été dépendants de l'achat de la loyauté d'un grand segment de citoyens en leur fournissant des subventions. Cependant, selon le rapport, les citoyens de la classe moyenne n'ont plus besoin de «cadeaux» mais souhaitent avoir la possibilité de s'engager dans des affaires qui leur permettront de réussir par eux-mêmes.¹⁷

Les auteurs suggèrent qu'un niveau minimum de protection sociale de base, comprenant les soins de santé de base, les prestations de base pour les enfants, les prestations de chômage et les pensions, soit garanti. Ils affirment que "la protection sociale est bénéfique pour la croissance et déclenche un cycle de progrès social et économique" avertissant qu'ils sont utilisés "pour acheter des partisans".¹⁸

Il s'agit d'une approche globale qui aidera les pays à mettre en place, par exemple, des systèmes de garanties sociales intéressant l'accès aux services, leur qualité, la protection financière et la participation.

Le rapport appelle à "soutenir les pauvres et vulnérables à la pauvreté". "Cela peut être réalisé en appliquant le concept de protection sociale minimum ... Cela ne contribue pas seulement à la construction de la paix et de la stabilité ... il peut également jouer un rôle important dans l'expansion de la classe moyenne", a-t-il déclaré.

Le rapport montre que ce coût de la politique de protection entre 06.04 à 05.09 pour cent du PIB, le coût est prohibitif, surtout si l'on sait que les dépenses du gouvernement moyen des services sociaux dans les pays arabes est actuellement à huit pour cent du PIB. La question est donc de rationaliser les dépenses.¹⁹

Les politiques économiques proposées par le rapport transforment le pays qu'il adopte en «État de développement.» Il s'appuie sur le capital privé et la propriété privée, et coopère avec le secteur privé pour identifier les projets où son but lucratif répond aux objectifs de développement nationaux.

2/Augmenter les investissements publics.

Dans l'amélioration du climat des affaires, créant ainsi plus d'emplois. L'investissement public est la dépense du gouvernement pour construire des infrastructures physiques, telles que les routes, les ports, les écoles et les hôpitaux.

Réorienter l'investissement public, en passant d'une focalisation sur les grands projets aux petites entreprises, en particulier dans les zones rurales.

Orienter les investissements vers des secteurs productifs capables de créer de nombreux emplois. Actuellement, la plupart des investissements vont à des secteurs qui ne génèrent pas trop d'emplois. Il est à noter que 20% du volume des investissements consacrés aux activités manufacturière sont permis de générer plus de la moitié des possibilités d'emploi générées par les investissements étrangers directs.

Au lieu de grands projets publics, de petites initiatives capables de réaliser le développement sont souhaitables, en particulier dans les zones rurales. La région arabe doit créer environ 60 millions d'emplois d'ici 2030 pour s'attaquer au problème du chômage.

Soutenir l'investissement public pour la recherche et le développement afin de réduire les coûts d'innovation pour le secteur privé. Le soutien aux instituts de recherche, aux institutions universitaires, aux programmes de recherche spécifiques dans le secteur de la technologie et l'octroi de subventions à des institutions de recherche privées' améliorerait l'innovation.

3/Amélioration de l'accès au financement pour les PME.

Contrôler efficacement les taux de change à travers les banques centrales, afin de créer un environnement favorable à la création d'emplois. Une politique budgétaire équilibrée et expansionniste doit être formulée pour contrôler l'inflation et stimuler la croissance vers la création d'emplois décents.

Promouvoir le commerce dans le secteur des services, car les pays en développement tireront des avantages supplémentaires de l'accroissement du commerce des services, qui croît également plus rapidement que celui des biens.²⁰

Orienter les dépenses militaires et vers des politiques de diversification économique et de protection sociale pour stimuler la croissance économique et améliorer le niveau de vie.

L'importance de la PME réside particulièrement dans des avantages politiques, économiques, sociaux et fiscaux qui offrent son importance au regard de sa contribution au développement.

L'existence des PME dans les pays en voie de développement et arabes favorise la naissance d'une génération des entrepreneurs nationaux. Elle permet aussi de lancer et de consolider le tissu économique adapté aux besoins du pays. Cette importance, pour ne pas la restreindre au plan politique, s'étend aussi au plan économique et au plan social.

En amont, les PME exercent des effets d'entraînement en ce sens qu'elles contribuent à la valorisation des ressources nationales par la création d'autres activités telles que l'agriculture pour le commerce alimentaire, l'intégration du secteur artisanal pour une entreprise manufacturière, etc.²¹

La création des PME favorise particulièrement la diversification de la structure industrielle, en même temps qu'elle aide à exploiter des ressources inutilisées recelant ainsi la formation de capital. En aval, elles contribuent au développement du secteur tertiaire de même, elles concourent à l'accroissement de produit national brut.

En effet, lorsque la demande d'un produit déterminé est restreinte à la production des petites quantités, est souvent la seule solution de rechange à l'importation. La petite et moyenne entreprise facilite par conséquent la substitution de fabrication locale aux importations.

4/ Établir un système fiscal avancé.

Réduire le fardeau fiscal des pauvres et des personnes vulnérables. Il convient de noter que peu de recettes fiscales sont in suffisantes pour mettre en œuvre les politiques publiques et que des recettes fiscales levées peuvent nuire aux entreprises et affaiblir les incitations à la main-d'œuvre. Il faut prévenir qu'aucun des changements proposés ne pourra réussir sans réformes politiques.

L'état de développement " suppose un système de gouvernance basé sur la responsabilité mutuelle à travers le dialogue social et la participation politique .

On assiste depuis plusieurs décennies, sous l'impulsion des normalisateurs regimes financiers internationaux, à une remise en cause progressive des fondements du modèle comptable traditionnel, c'est-à-dire des conventions qui conditionnent la mesure de la richesse et du revenu de l'entreprise par la comptabilité financière. Ce mouvement vise à remplacer le coût historique -- fondement actuel de la mesure comptable du résultat et de l'évaluation des actifs et passifs -- et à lui substituer le concept de " juste valeur " (Fair value). L'évaluation à la juste valeur concerne potentiellement un grand nombre d'actifs et de passifs non financiers ; elle peut être le fondement d'un nouveau modèle de représentation comptable de l'entreprise dont l'objectif serait de mieux traduire dans les états financiers l'incertitude affectant les prévisions de cash-flows et les opportunités d'investissement.

On s'interroge sur l'utilité d'une mesure de la richesse et du revenu de l'entreprise fondée sur la convention d'évaluation à la juste valeur. Dans cette perspective la question majeure -- l'évaluation à la juste valeur est-elle pertinente? -- peut s'analyser ainsi : les " nombres comptables " reposant sur la juste valeur

donnent-ils une meilleure estimation de la valeur de l'entreprise et du risque d'activité ? Quel est leur contenu informatif pour les utilisateurs ? Quelle est l'utilité de l'information en juste valeur pour la prise de décision ? ²²

Résultats:

- La Justice sociale ne signifie pas l'égalitarisme mais la correction des injustices et des situations sociales injustes non acceptables.

- les sociétés arabes souffrent de l'incapacité à parvenir à un développement fondé sur la justice sociale, en raison de la faillite du système de justice appliqué.

- La justice sociale est une construction morale et politique qui vise à l'égalité des droits et conçoit la nécessité d'une solidarité collective entre les personnes d'une société donnée.

- La justice sociale crée les opportunités nécessaires. Elle protège les initiatives méritantes et règle les profits démesurés.

- l'effet des dépenses est plus important si elles sont réalisées dans une économie fermée plutôt que dans une économie ouverte et que ces dépenses ne sortent pas de l'économie sous la forme d'importations.

- Les problèmes que nous rencontrons sur la voie du développement équitable et durable sont exacerbés par la menace réelle et imminente posée par les changements sociaux et politiques.

- Ce n'est qu'en mettant en œuvre les engagements pris et les promesses faites lors de ces conférences internationales que nous pourrons assurer un développement équitable et durable, ainsi qu'une paix durable pour l'humanité.

- L'intégration sociale et la cohésion des sociétés ne peuvent devenir réalité que si le développement est juste et durable sur les plans économique, social et environnemental.

- Réorienter l'investissement public, en passant d'une focalisation sur les grands projets aux petites entreprises, en particulier dans les zones rurales.

Références :

- 1 Jocelyne Saint-Arnaud, Les définitions aristotéliennes de la justice notion d'égalité Société de philosophie du Québec .p157. 2010.
- 2 Collin, Denis, Morale et justice sociale, p 74 Seuil, 2001.
- 3 Dictionnaire des citations françaises, p226, imprimé en unions européenne. 1994.
- 4 Fraser, Nancy, Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et distribution, Éditions la Découverte, p 2005.
- 5 Changer de paradigme : la justice sociale ,Christophe Degryse et Philippe Pochet Working Paper p 27.2009.
- 6 Daly H., 1996, Beyond Growth: the Economics of Sustainable Development, Beacon Press, p 73. Boston.
- 7 Sen A., 2000, Un nouveau modèle économique: développement, Odile Jacob, p 111 Paris.
- 8 Godfrey, A., Devlin, P. et Merrouche, C. (1997) "Local Government Accounting in Algeria y Morocco". In : 6th Comparative International Government Accounting Research (CIGAR) Conference, Milan, Italy.
- 9 Rapport sur le développement humain arabe 201629 nov. 2016
- 10 Belhedi A – 1996 : Développement régional local. Cahiers du Ceres.p 26.
- 11 Pierre Razoux est directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (Irsem), La Guerre Iran-Irak, première guerre du Golfe 1980-1988 (Perrin, 2013).
- 12 Le Blog d'Olivier Da Lage .L'industrie arabe d'armement : (Les Cahiers de l'Orient, premier trimestre 1999, n°53).

- 13 Cerès Wissa - Wassef article La Ligue des Etats arabes face aux conflits inter-arabes .Politique étrangère Année 1973 38-1 pp. 51-83
- 14 Christine Lagarde allocution . La directrice du (FMI), , a suggéré aux pays arabes à réduire les dépenses publiques pour permettre une croissance durable et la création d'emplois.
- 15 Ibid; Belhedi. Développement regional local. P 52.
- 16 Dejours, Christophe, Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale, Seuil, p 32.1998.
- 17 Philippe Chaniel, Justice, La délicate essence de la démocratie, La découverte, p.51. 2002.
- 18 Ibid. Christine Lagarde allocution . La directrice du (FMI).
- 19 Reynaud A – 1981 : Société, espace et justice. P46.PUF.
- 20 Amin S – 1973 : L'échange inégal et la loi de la valeur, la fin d'un débat. Paris, Anthropos , IDEP .p 125.
- 21 Office national des statistiques, les dépenses des ménages en 2000 à travers les résultats provisoires de l'enquête consommation, données statistiques, 2002/10, n° 352, p. 1-12, ONS, Algérie.
- 22 Jean-François Casta , Revue d'économie financière, Association d'économie financière 2003, 2 (71), pp.17-31